



Centre des Finances Publiques Prado-Borde
22 rue Borde 13008 Marseille
cgt.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr
ex-DGCP Tél. 04 91 17 92 06 - Fax. 04 91 17 92 33
ex- DGI Tél. 04 91 17 97 67 - Fax 04 91 17 97 79

Adresse Aix-en-Provence
Centre des Finances Publiques
3 allée d'Estienne d'Orves 13087 Aix-en-Provence cedex 2
www.financespubliques.cgt.fr/13/

2011, année de *respiration* ?!...

« SIP PRADO BORDE et SAINTE ANNE »

Les mots ont un sens et le sens des mots varie souvent selon qui les prononce et qui les reçoit.

Par *respiration*, il faudrait comprendre une année blanche dans les restructurations, une année pendant laquelle les *pilotes du changement* pourraient regarder dans le rétroviseur. Respiration, restructurations, concentration, harmonisation, expiration...

Les indicateurs et les résultats seraient au vert. Sans soucis, nous passerions 2011 en respiration avec les *pilotes du changement*.

SA-TIS-FAC-TION !

Remettez-vous !

Voilà la méthode d'autosuggestion que la direction générale souhaite faire passer dans les esprits des agents de la DGFIP. Tout est calme et reposé, c'est sous contrôle et le *reporting* le confirmera. Tout simplement du placebo prescrit comme le travail est prescrit par les *managers*. *Ingénierie des processus* !

Nous sommes très loin du réel et des conséquences des restructurations, des suppressions d'emploi, très loin du travail concret, des diktats des objectifs. En effet, mesurer des résultats ce n'est pas produire des résultats. (Cf création juridique des SIP par exemple, le toit avant les murs!). Une année de respiration pour reprendre du souffle... Mais prendre le souffle de qui ?

Les mots ont un sens et certains nous parlent davantage. Nous pourrions alors entendre et recevoir aisément la *respiration* comme condition essentielle de la vitalité de notre organisme.

Mais à la DGFIP qui respire quoi ?

Inspirez, soufflez !

Nos décideurs ont peut-être aussi besoin de respirer. Et si l'année de respiration était aussi pour eux, surtout pour eux ?

Une année de respiration et d'inspiration pour mieux souffler un nouveau vent mauvais, au

relents de reculs du service public et des droits des agents, de restructurations et de fermetures de services, de déménagement du territoires, de nouvelles fusions, de nouvelles concentrations.

2011 une année de respiration ?

De la notion de *résidence* (commune) qui devient *circonscription pour les mutations* (périmètre administratif),

De la création des **DISI et les missions on verra après...**

De **CHORUS** envers et contre tout (c'est très cher mais c'est pas grave, c'est nous qui payons), Du retour de la **fusion CDI-CDIF**,

De la réorganisation du **réseau comptable** de proximité, **Réforme des territoires** et nouvelle carte de l'intercommunalité,

De la concentration des services **gestion hospitalière** et dispositions de la loi HPST avec les communautés hospitalière,

De la **réforme fiscale** avec le retour du **prélèvement à la source**,

Des **SIE** en suppression avec la vraie fausse TP et son recouvrement,

De la fermeture des **Centres Régionaux des Pensions et création de centres d'appels**,

Des **suppressions d'emplois** prévus en septembre 2011,

Des **quotas de la notation et leur logique inique**,

D'Agora à l'arraché et des vicissitudes que connaissent les collègues du **pôle transverse**, etc.

Ok, nous respirons, mais l'air est vicié.

Pour la CGT, le quotidien que nous vivons dans les services, dans l'exercice de nos missions, dans notre vie au travail est loin d'être celui d'une année de respiration.

Pour la CGT, pas question de laisser reprendre souffle aux décideurs – casseurs de l'Etat Social.(RGPP)

Respirer dans les services, c'est garder le rythme de la mobilisation et des luttes, c'est ne pas s'habituer à l'inacceptable, c'est

continuer à agir au quotidien et ne rien laisser passer.

**En 2011 et en 2012,
la CGT vous propose
de choisir l'air
que nous respirerons
ensemble.**

Renforcez la CGT Finances publiques 13

SIP PRADO BORDE et SAINTE ANNE

« La rocade L2 de la DRFIP 13 (1) »

Pas avant juillet 2012 pour le SIP 9 et le SIP 7/10

L'invitation de la direction était urgente et énigmatique mais les couloirs bruissaient déjà de rumeurs depuis quelques temps. (les milieux autorisés).

Prévenus par courriel la veille en fin d'après midi pour le lendemain, les syndicats étaient invités, toute affaire cessante, à rencontrer la direction locale le 1er juin 2011 pour une « annonce ».

La Direction avait déjà informé les syndicats en début d'année de quelques « modifications » sur le projet initial des précédentes directions ex TG et ex DSF 131 concernant les SIP Prado Borde.

Lequel projet initial était complètement débile puisqu'il s'agissait de concentrer sur un point d'entrée unique les contribuables de 7 arrondissements de Marseille ! *Mais qui a eu cette idée ?!*

Notons cependant que ce projet avait eu l'aval de la MRU à Bercy ! A croire qu'ici et ailleurs, certains n'aiment pas les contribuables marseillais.

Nous vous invitons à relire sur notre site internet <rubrique SIP> l'ensemble des publications et analyses CGT sur cette question: vous verrez que nous avons « tout bon »!

Début 2011, la DRFIP 13 a donc décidé de répartir sur 2 entrées les SIP des 1/5/6/8/7/9/10ème arrondissements. C'est « moins pire », mais c'est quand même toujours autant ubuesque.

Une telle constance à vouloir plaquer un « schéma type national » à partir de « l'existant immobilier » local sans retenir les caractéristiques du tissu fiscal, sociologique et géographique marseillais défie l'entendement.

Evidemment, le front office et le back office, cela doit permettre de supprimer un peu plus d'emplois... Ceci explique peut-être cela.

Il faut dire aussi que le ratio entre le coût des immobilisations et les recettes fiscales escomptées sert de compas à nos architectes...

Il n'en demeure pas moins que la très forte fréquentation à nos guichets est bien réelle, même si Bercy ne comprend toujours pas le pourquoi de celle-ci....

Z'ont qu'à essayer de comprendre.

La concentration des contribuables marseillais sur quelques points d'entrée unique (3 ou 4) c'est aussi la négation d'un fondement du service public: celui de son adaptation aux réalités en réponse à des besoins objectifs.

C'est plaquer un schéma type inconséquent, dont les coûts financiers pour Prado Borde sont aujourd'hui mirobolants en attendant ceux de Sadi Carnot qui devraient être pas mal non plus...

Des dépenses somptuaires, des services de Prado Borde déplacés dans des espaces temporaires..., au gré des jours et au fil de l'eau, puis des pistes de relogement qui tiennent la corde et qui sont abandonnées avant de refaire surface et de sombrer à nouveau, des travaux menés dans des conditions dommageables pour les agents (le service RPD situé en RDC du centre de formation en travaux en sait quelque chose)... des agents entassés (service dépense) qui attendent toujours la réponse de la direction pour leur relogement, enfin une vétusté des ascenseurs qui rend l'accès aux 6 étages du complexe Borde aléatoire et particulièrement pénible (à l'heure de ces lignes, 1 ascenseur sur 3 fonctionne) pour les agents et le public.

Bien sûr un accueil généraliste « provisoire » côté Borde (Sip 1 ;5/6 ;8) qui n'est pas aux normes mais

DOMMAGES COLLATERAUX

La trésorerie de Marseille 7/10

Toujours pour aller très vite et faire belle figure auprès de la Direction Générale, c'est avec entrain que des fusions juridiques et éclatements d'arrondissements de trésoreries ont été effectués avant l'installation des SIP 7/10 et 9.

Le report des SIP 7/10 et 9 à juillet 2012 a des conséquences très concrètes pour la Trésorerie de Marseille 7/10.

La charge de travail va doubler en 2011 mais l'effectif de la Trésorerie est toujours le même !

Il y a des situations qui auraient pu être évitées si seulement l'idéologie ne primait pas l'intérêt des agents et des services !

La CGT intervient auprès de la direction locale pour que les emplois correspondants soient créés à la Trésorerie 7/10.

qui perdure, et enfin un hall de la Trésorerie Générale pour lequel les heures passées en groupe de travail et autre comités de suivi sur les travaux d'ergonomie n'ont servi à rien puisque les plans sont caducs... et que tout repart, enfin, tout continue mais différemment...

Rappelons ici que les agents avec la CGT ont demandé à maintes reprises de reconsidérer la légitimité des restructurations et donc à revoir le calendrier de celles-ci.

L'administration nous a adressé une fin de non recevoir.

In fine, l'administration comprend qu'elle va dans le mur et choisi de freiner en reportant la date d'installation des SIP 7/10 et 9ème.

Mais freiner ne suffira pas !

Il faut changer de direction !

Ste Anne : suite et SURTOUT pas fin !

La vente du site de Ste Anne est une aberration.

L'annonce du report d'installation du SIP 7/9/10 au 1^{er} juillet 2012 démontre qu'encore une fois nous avons raison de contester les restructurations sur le fond, d'exiger une révision du calendrier « idéologique » et de dénoncer la précipitation de la Direction.

RAPPEL HISTORIQUE

Début des années 70 : création de l'hôtel des impôts de Ste Anne.

A l'époque il faut faire vite pour installer les services d'où le choix d'une architecture de type "pailleron", procédé mixte et "provisoire", comportant une structure métallique avec des panneaux de façade en béton.

L'idée de l'administration était de reconstruire en dur le site dans les années 90. La DGI fait alors faire une étude sur la viabilité des bâtiments A, B et C.

Décision est prise de rénover avec des moyens financiers conséquents le site à partir de 1996 (déjà sous la pression de la CGT suivie des autres OS.)

Pendant des mois les agents travaillent dans un chantier permanent. Pour la direction, fin 1997, Baptiste Bonnet est considéré comme réhabilité.

A partir de cette date la direction va investir dans les bâtiments du site.

En 2000 la climatisation est enfin installée. Dès 2001 mise en place d'un ascenseur dans le bâtiment B. Puis c'est la mise en place dès 2005 du futur SIE et de l'accueil transverse.

Pendant cette période, la présence avérée d'amiante n'inquiète pas la direction (pas de désamiantage, ni de prévention, ni de vraie information des agents).

Les agents de Ste Anne ont été exposés à l'amiante durant ces années. La CGT va proposer dans les jours qui viennent une initiative sur le sujet.

Il y a près de 5 ans, la CGT avait déjà exigé une étude épidémiologique constatant de nombreux problèmes de santé d'agents ayant travaillé sur le site pendant les travaux de 1973 à maintenant.

En 2006-2007, la direction souhaite réorganiser les 4 bureaux des hypothèques. A l'époque des groupes de travail réfléchissent à l'occupation des nouveaux espaces: il était prévu de laisser libre le

3eme bureau pour y installer le bloc foncier.

La CGT intervint alors pour rejeter l'idée même d'un accueil unique pour les 4 bureaux.

En parallèle la direction veut faire du site de Ste Anne (comme tous les sites), un hôtel des finances avec intégration des Trésoreries.

Afin de réaliser cette opération, en particulier sur Ste Anne, la DGI fait appel à la société FORMA, conseil en immobilier.

Cette société rend un rapport en indiquant que la mise en place d'un Hôtel des Finances Publiques, même sur une partie du site, est possible. (Mais la RGPP et ses conséquences néfastes arrivent !).

- Au second trimestre 2008, la DSF 131 propose alors le maintien du SIE 7/9/10 et la création du SIP 7/ 9/10 sur le site de Ste Anne (avec l'arrivée d'autres services).
- En novembre 2008 revirement de la direction ! Malgré le rapport de FORMA, malgré les investissements successifs sur le site et après des mois de "rumeurs" la DG annonce la vente du site.

Le 17 décembre lors d'une "entrevue musclée" imposée par les agents à une représentante de la DG qui refusait de les voir, celle ci mettait en avant la vétusté et la présence d'amiante pour justifier la vente du site : Un comble.

A ce jour la DG ne donne aucune explication crédible sur cette vente.

En revanche, en consultant sur Portail métiers la partie "politique immobilière", nous voyons que la DG ne met en vente qu'une partie du site.

Ci dessous extrait du site :

| | | | | | | | |
|-----------|-----------------------|---------|----------|------|-------------|-------------|--|
| Marseille | 38 bd Baptiste Bonnet | Bureaux | 3ème sem | 2011 | 9 800 000 € | TGPE 12-338 | 131-00871-30204-1- superficie 7380 m² |
|-----------|-----------------------|---------|----------|------|-------------|-------------|--|

Interrogé sur le sujet, la direction indique ne pas être au courant ???

A ce jour, après plusieurs interventions de la CGT, la direction refuse toujours toute transparence et de nous informer sur l'avenir des services et des agents de Ste Anne, en particulier celui des personnels autres que SIE/SIP.

Alors que dans la période de crise et de restructurations que nous connaissons, les personnels sont sous pression et déstabilisés, l'opacité et le refus du dialogue président toujours aux relations sociales entre les OS et la direction.

Depuis 2 ans la CGT a organisé de multiples mobilisations (HMI, distribution de tracts, signature de pétitions par la population du quartier, conférences de presse, courriers aux "décideurs"...).

NON A LA VENTE DE Ste ANNE ! POUR DES SERVICES DE LA DGFIP13 à Ste Anne !

Retrouvez les infos syndicales sur www.financespubliques.cgt.fr/13/

(1) Les marseillais connaissent bien la rocade de contournement de Marseille, la L2. Nos aieus aussi, et leurs petits enfants également. Pensez donc, le projet date des années 30, des expropriation ont eu lieu et des travaux ont effectivement commencé en 1992. Depuis, c'est pas fini. Mais on est que 20 ans plus tard, la fin des travaux est prévue pour 2015. Mais ça va, tout le monde est sur le coup !